

**LE 27 MAI POUR CONTRER LE GOUVERNEMENT, C'EST POSSIBLE !**

Dans toute l'Europe, profitant des nouveaux développements de la crise, les gouvernements accroissent la brutalité des coups portés aux populations : réduction drastique des dépenses publiques et sociales, des investissements publics. Ils amènent leur lot de conséquences lourdes pour l'emploi, les salaires, les retraites, la protection sociale, accentuant la gravité même de la crise et ses effets dévastateurs. Face à cette situation, l'urgence est à la remise en cause des politiques génératrices de dumping social, fiscal ou de déflation salariale. Il est temps de repenser la construction européenne pour plus de solidarités entre les pays européens, au service des populations et de l'environnement.

Après les décisions de baisse en valeur des dépenses publiques et de poursuite massive des suppressions d'emploi dans la fonction publique, ce ne sont pas les sommes non utilisables immédiatement liées au grand emprunt – dont on ne sait si elles seront finalement débloquées - qui changeront la situation particulièrement alarmante pour le service public. Cela laisse augurer de nouvelles coupes franches et massives dans le budget de l'enseignement supérieur et de la recherche. Le SNESUP exige du premier ministre qu'il confirme son engagement de ne pas supprimer d'emploi dans l'enseignement supérieur et la recherche en 2011.

En France, malgré le désaveu du scrutin régional, le gouvernement veut passer en force sur les retraites. A quelques jours d'une mobilisation unitaire décisive, il retarde la divulgation d'un projet très avancé et sans ambiguïté : outre l'allongement de la durée de cotisation, c'est bien le report de l'âge légal de départ à la retraite au-delà de 60 ans qui est avancé avant même la tenue de la concertation avec les partenaires sociaux et le débat parlementaire. Sous couvert de réduire les disparités public-privé, le gouvernement cherche à remettre en cause la référence aux six derniers mois pour le calcul des pensions des fonctionnaires, justifiée par les spécificités du déroulement des carrières dans la fonction publique. Le scénario avancé dans la presse d'augmentations importantes des cotisations pour les fonctionnaires, au-delà d'un gel des traitements, préfigure une baisse des salaires nets, et donc du pouvoir d'achat.

Dans l'enseignement supérieur et la recherche, les effets de telles mesures sur des carrières structurellement courtes n'auront d'autres conséquences que de réduire fortement le niveau des pensions. Recrutés aujourd'hui tardivement au-delà de 32 ans après avoir été contraints de multiplier les contrats post-doctoraux notamment à l'étranger, les enseignants chercheurs voient leurs carrières difficiles à reconstruire et certaines annuités -pendant lesquelles ils effectuaient leurs missions d'enseignement et de recherche- exclues de la durée de cotisation. Le SNESUP demande que la récente prise en compte des études doctorales et post doctorales dans l'avancement de carrière soit étendue au calcul des retraites des enseignants chercheurs. Le SNESUP exige la prise en compte de toutes les situations constitutives des petites retraites de l'enseignement supérieur et de la recherche, touchant plus particulièrement les femmes dont l'accès et la progression de carrière sont plus lents.

**Pour le maintien du droit à partir à 60 ans, la pension égale à 75 % du salaire en revenant à une durée de cotisation de 37 ans ½ pour un taux plein calculé sur les six derniers mois, l'indexation des pensions sur les traitements eux-mêmes indexés sur les prix, la suppression de la décote, la prise en compte des années de formation, les avantages familiaux... d'autres choix sont possibles, à commencer par une tout autre répartition des richesses.**

**Le SNESUP appelle les universitaires à signer l'appel initié par ATTAC et Copernic : « Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites » et à participer aux débats et initiatives locales dans l'esprit des convergences déjà constatées entre FSU, CGT et Solidaires.**

**Le SNESUP appelle toute la communauté universitaire à participer, faire participer, avec les autres organisations syndicales, aux grèves et aux manifestations unitaires jeudi 27 mai prochain. Une riposte d'ampleur est primordiale pour refuser les plans d'austérité. Bloquer les contre-réformes gouvernementales, à commencer par les réformes sur les retraites, est possible.**

**Le 27 mai, tous dans la rue !**

Appel du Bureau National du 25 mai, adopté à l'unanimité

Rendez-vous des manifestations :

Besançon : 10 h, place de la Révolution - Bordeaux : 11 h, place de la Victoire.....

(suite des rendez-vous sur le site du SNESUP

<http://www.snesup.fr/Le-Snesup/L-agenda-du-SUP?aid=5171&ptid=6>)